

# MARNE ET GONDOIRE

...Communauté d'Agglomération

## [ Tableau de Bord Economique – Résultats Année 2012 ]

Contact : Patricia Beaugard  
dev.eco@marneetgondaire.fr  
01.60.35.43.93

# Précisions méthodologiques

- **Territoires :**

Les données présentées pour la CAMG concernent 17 communes. La commune de Montévrain, intégrée depuis 2013 à la Communauté d'Agglomération est prise en compte dans le périmètre pour l'ensemble des données et évolutions chronologiques présentées.

La compréhension des phénomènes se déroulant sur le territoire de la CAMG passe nécessairement par une mise en relief à partir des données relatives à d'autres territoires. Aussi, sont fournies des données sur les différents territoires seine-et-marnais suivants :

- le département de Seine-et-Marne (77) ;
- la partie seine-et-marnaise de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (MLV 77), soit les secteurs II, III et IV ;
- le secteur II de la ville nouvelle (MLV-II), c'est à dire le SAN du Val Maubuée ;
- le secteur IV de la ville nouvelle (MLV-IV), c'est à dire le SAN du Val d'Europe. Compte tenu des évolutions récentes

très marquées sur ce secteur, cette comparaison n'est utilisée que lorsqu'elle est pertinente.

- **Cartographie :**

Les cartographies sont centrées sur le territoire de la CAMG, représentée sur fond orangé.

Le contour de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, à laquelle appartient partiellement la CAMG, figure en pointillés noirs.

- **Statistiques Entreprises :**

- Ensemble du tissu économique : sauf mention contraire, la source est le fichier SIRENE, qui regroupe l'ensemble des établissements ayant un n° Siret : pu blics, privés, associatifs, professions libérales, etc...

- Dynamique économique (Créations et disparitions d'entreprises) :

Sur cette thématique, l'INSEE centre les données sur le champ marchand non agricole (CMNA). Hors agriculture, sont retenues les entités économiques répondant aux critères suivants :

- une entreprise exerce une activité économique réelle ;
- une entreprise produit des biens et/ou des services marchands ;
- une entreprise dispose de l'autonomie de décision.

Les administrations, associations non marchandes et entités bénéficiant de transferts financiers de l'Etat ne figurent pas dans ces statistiques.

Certaines données CMNA sont estimées à partir du fichier SIRENE de l'INSEE.

- Auto-entreprises (AE) : Depuis le 01/01/2013, la classification des auto-entrepreneurs par l'INSEE a été modifiée. Auparavant regroupés partiellement au sein de la classe juridique « autre personne physique », les auto-entrepreneurs sont aujourd'hui répartis en fonction de leur activité (artisans-commerçants, profession libérale, etc.).

- **Effectifs salariés (données ACOSS) :**

Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Il est très proche de ceux de l'Unedic (hors grandes entreprises nationales) et de l'Insee (qui inclut l'emploi à domicile).

Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

# Le territoire

## Une population en progression

La Communauté d'Agglomération de Marne-et-Gondoire regroupe 17 communes avec l'adhésion de Montévrain intégrée depuis le 1er janvier 2013.

Selon les derniers chiffres du recensement de la population de 2010, le territoire compte 64 700 habitants pour la population municipale (65 570 pour la population dite « totale \*»), soit une progression de 14% depuis 1999. Hors Montévrain, le taux de croissance démographique est de 4%.

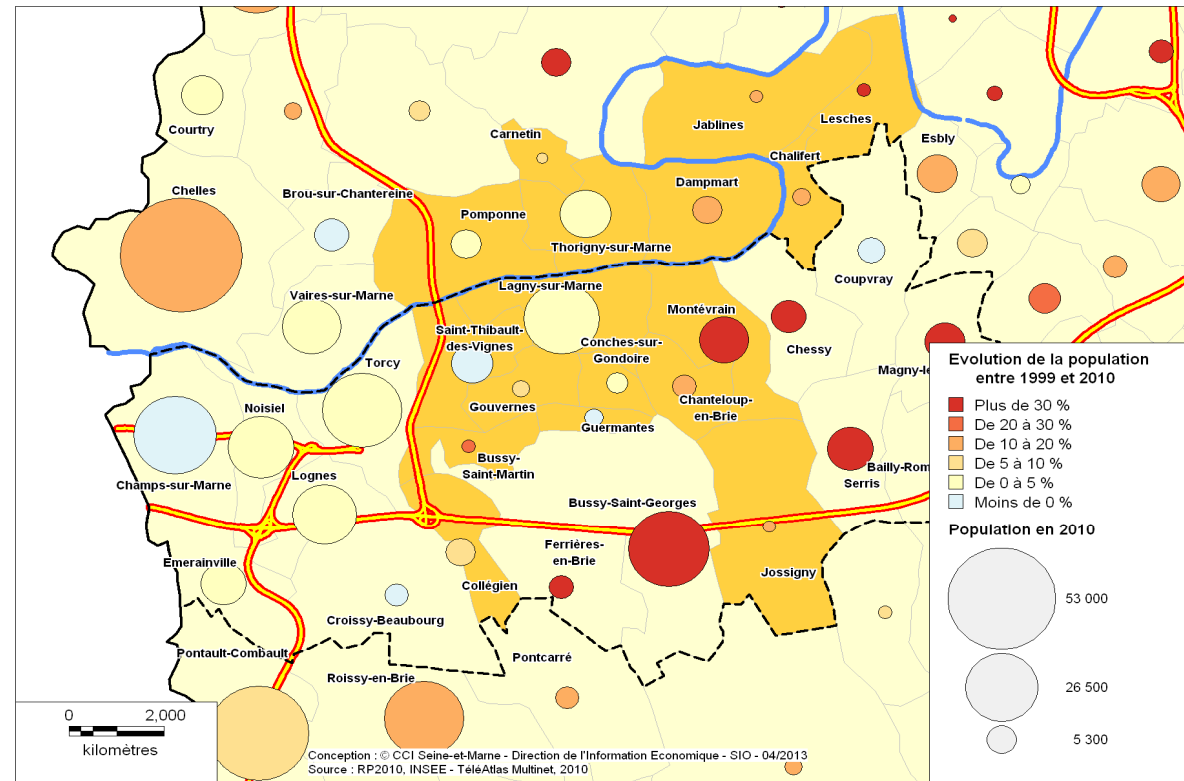
Sur la même période, cette hausse s'élève à 11% pour le département, tandis que la ville nouvelle de Marne-la-Vallée progresse de 26%. Cette dynamique est largement portée par le secteur IV de la ville nouvelle (Val d'Europe) où le nombre d'habitants a plus que doublé au cours de la décennie.

Localement, à l'exception de Guermantes (-149 habitants) et Saint-Thibault-des-Vignes (-82 habitants), toutes les communes ont gagné des habitants. La commune de Montévrain se distingue par une croissance démographique très élevée sur la période, + 5 526 habitants. Les autres progressions les plus fortes sont enregistrées par Lagny-sur-Marne +868 habitants et Dampmart +404 habitants.

La croissance de la population sur le territoire de Marne-et-Gondoire est principalement due à l'accroissement naturel. 7 communes ont un solde migratoire négatif sur la période. Les communes de Lagny-sur-Marne, Thorigny-sur-Marne et Saint-Thibault-des-Vignes enregistrent le plus grand nombre de départs. A l'inverse, Montévrain, profitant de la dynamique de fort développement du secteur de Val d'Europe, a gagné 4 514 habitants (+52%), Chanteloup-en-Brie et Dampmart ont gagné respectivement 295 et 259 habitants sur la période.

Parmi les migrations, il est possible qu'un certain nombre de flux ait eu lieu au sein même de la CAMG.

## Evolution de la population 1999-2010



\* Population municipale : personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune. C'est ce concept qui est retenu pour l'utilisation à des fins statistiques, chaque personne vivant en France étant comptée une fois et une seule.  
La « population totale » intègre en plus les personnes qui ont leur résidence habituelle dans une autre commune.

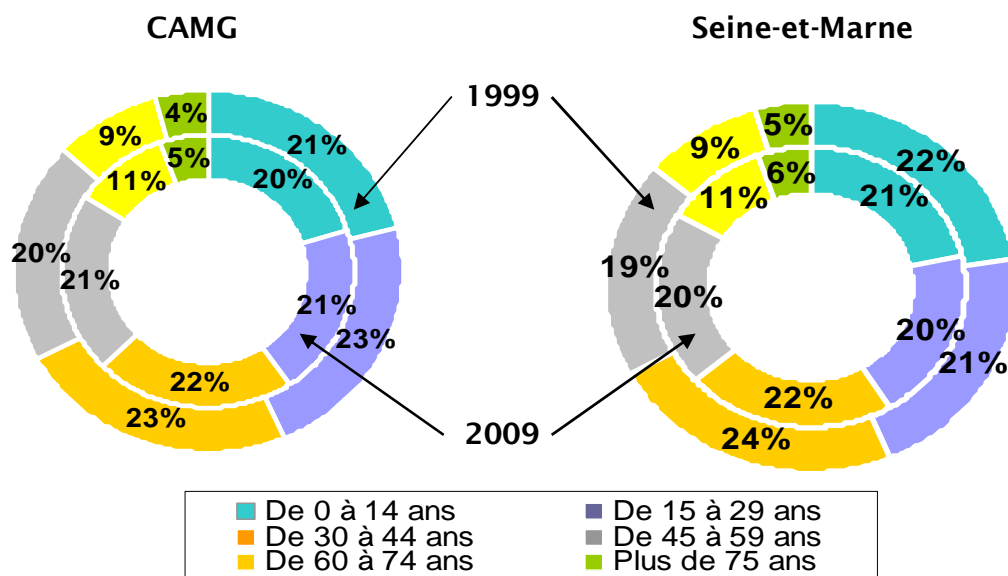
Source : INSEE, recensements 1999 et 2010

# Caractéristiques de la population

## Une population jeune malgré un léger vieillissement

A l'image du département, la population de Marne-et-Gondoire est relativement jeune. Au dernier recensement, les moins de 30 ans représentent 41% de la population et les plus de 60 ans, 16%.

Néanmoins, on assiste entre les deux derniers recensements à un léger vieillissement de la population : la part des jeunes de moins de 30 ans passant de 44% en 1999 à 41% en 2009, et celle des plus de 60 ans passant de 13% à 16%.

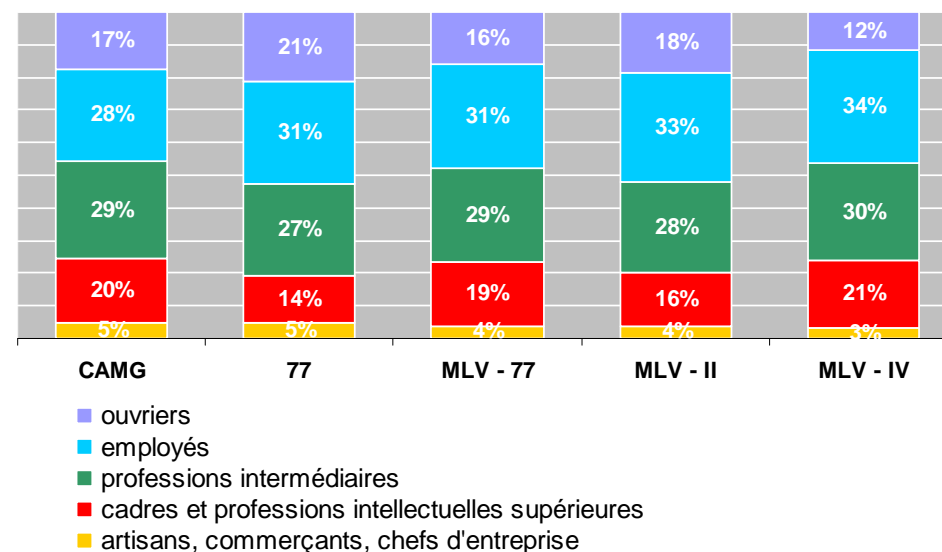


## Des catégories socioprofessionnelles supérieures bien représentées

Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont bien représentés sur le territoire de Marne-et-Gondoire. Ils pèsent 20% de la population active contre 15% dans le département, signe d'une population relativement aisée sur le territoire.

A l'exception de Jossigny, les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent plus de 15% de la population sur l'ensemble des communes du territoire. Cette part est, par ailleurs, supérieure à 30% sur les communes de Bussy-Saint-Martin, Guermantes et Carnetin.

### Répartition de la population active par Catégories Socio-Professionnelles (CSP)



Source : INSEE, recensement 2010

# Le tissu économique : chiffres clés

## 5 442 établissements au 1<sup>er</sup> janvier 2013

Les 17 communes de la communauté d'agglomération de Marne-et-Gondoire comptent 5 442 établissements, tous types confondus, au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

En un an, il s'agit d'une progression de 6,5%, soit 330 établissements supplémentaires.

## La croissance des établissements se stabilise

Depuis 2009, la mise en place du statut d'auto-entrepreneur a largement impacté le nombre de créations d'établissements, à partir de 2011 l'effet s'est dissipé.

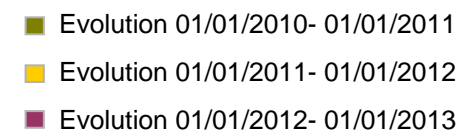
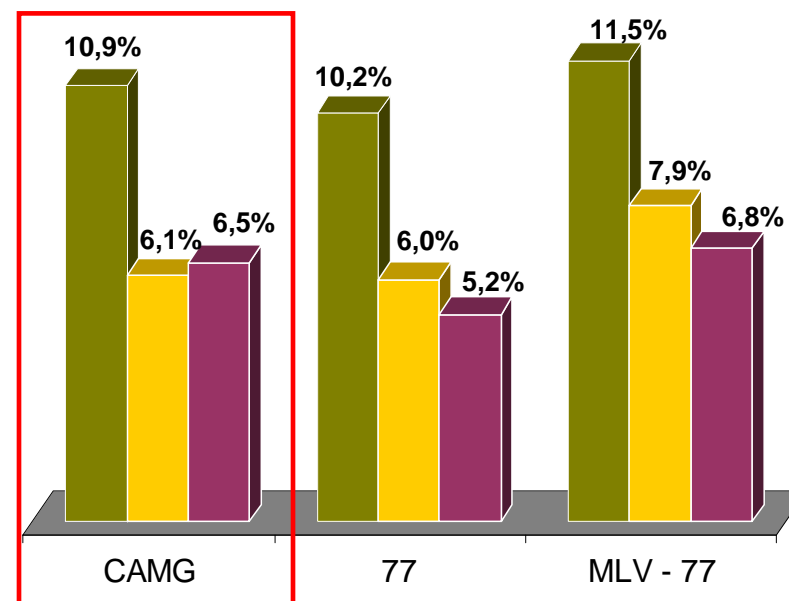
Le nombre d'auto-entrepreneurs en baisse sur l'année 2012 reste à un niveau élevé, ils représentent 16% des établissements au dernier trimestre 2012.

Sur le territoire de la CAMG, la croissance du nombre d'établissements est en hausse comparée à l'année précédente, on observe une tendance inverse à l'échelle du département comme sur MLV-77.

### Auto-entreprises :

Depuis le 01/01/2013, la classification des auto-entrepreneurs par l'INSEE a été modifiée. Auparavant partiellement regroupés au sein de la classe juridique « autre personne physique », les auto-entrepreneurs sont aujourd'hui répartis en fonction de leur activité (artisans-commerçants, profession libérale, etc.)

## Évolution des établissements entre le 01/01/2010 et le 01/01/2013



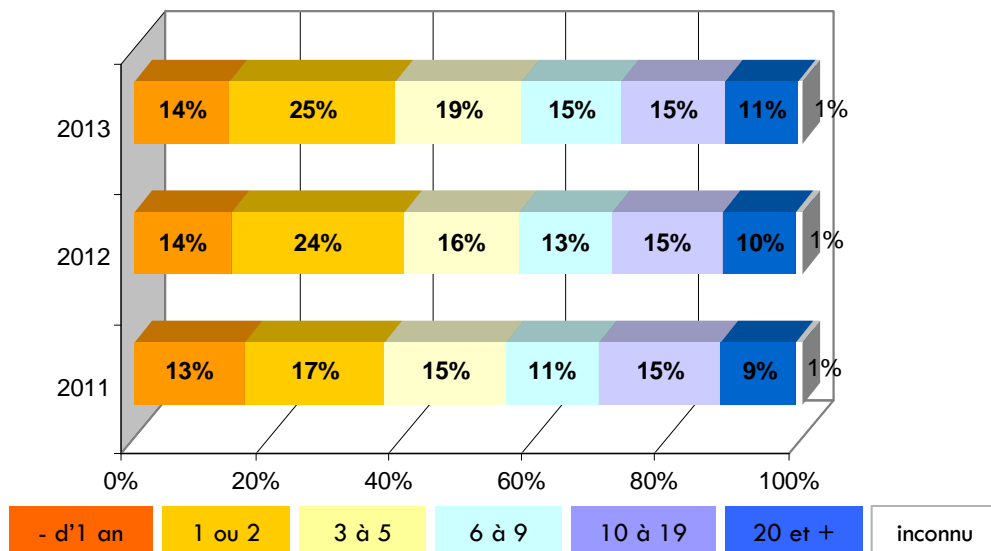
Source : Insee, Sirène 2012

# Le tissu économique : caractéristiques

Source : Insee, Sirène 2012

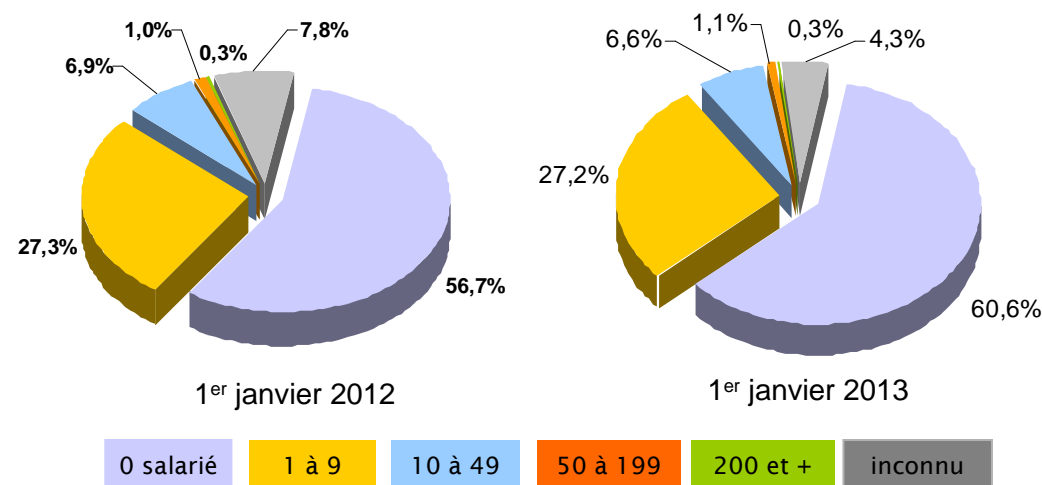
## Des entreprises plutôt jeunes

Etablissements par tranche d'âge au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année



## Un tissu de TPE et PME

Etablissements par tranche d'effectif sur le territoire de la CAMG



## Essoufflement de l'effet auto-entrepreneur (AE)

Au cours de l'année 2012, la part approximative des auto-entreprises parmi les établissements est passée de 17,2% à 15,9% après plusieurs années de croissance forte. Parallèlement, on observe sur la même période une augmentation importante de la part des professions libérales et des artisans-commerçants.

Au 01<sup>er</sup> janvier 2013, les AE ne sont plus repérables, les professions libérales et les artisans-commerçants représentent 74% des entreprises individuelles contre 46% fin 2012.

	Etablissements 2013	Répartition 2013	Evolution 2012-2013 (v. abs)
Société commerciale	2 586	47,5%	92
Profession libérale	1 009	18,5%	505
Artisan - Artisan Commerçant	684	12,6%	320
Autres personnes physiques dont auto-entrepreneurs	23	0,4%	-854
Association loi 1901 ou assimilé	288	5,3%	-1
Commerçant	463	8,5%	260
Administration - Collectivité	149	2,7%	-3
Autres	240	4,4%	11
<b>Total</b>	<b>5 442</b>	<b>100,0%</b>	<b>330</b>

# Les territoires : évolutions locales

Source : Insee, Sirene 2012

## Croissance des établissements en 2013

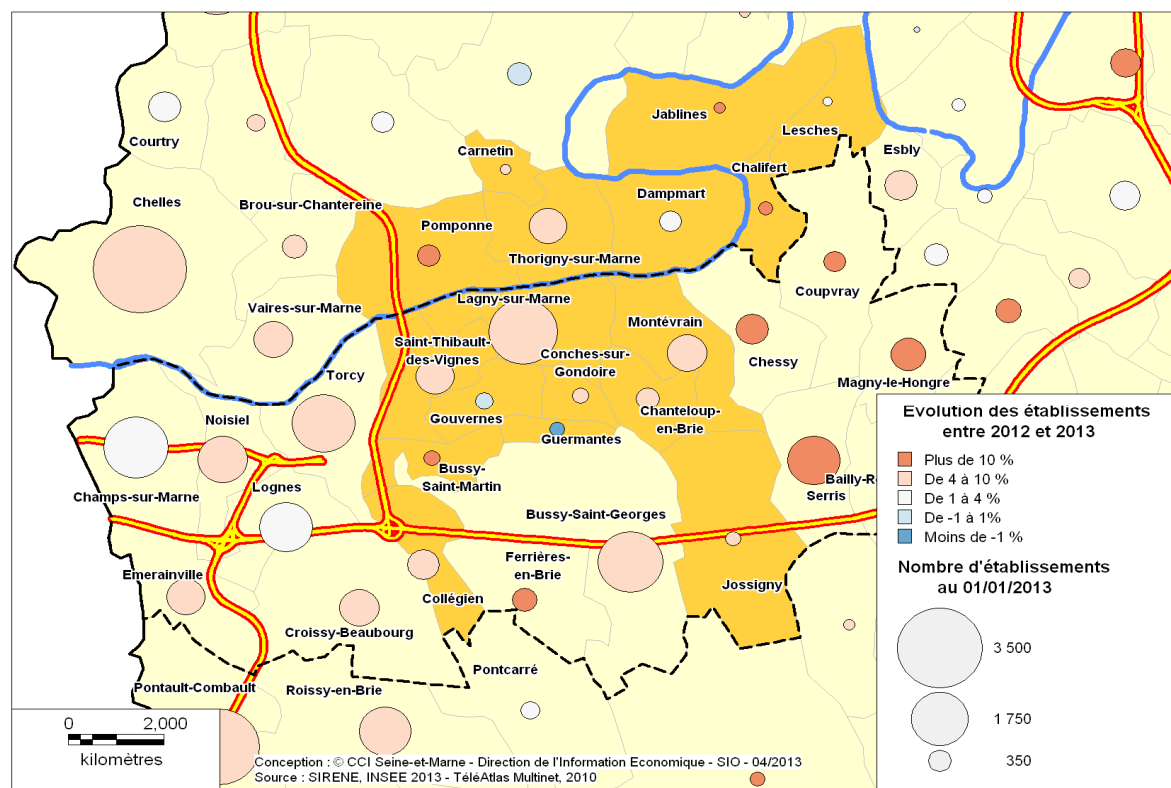
Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, on recense 5 442 établissements sur les 17 communes de la Communauté d'Agglomération de Marne-et-Gondoire, soit 330 unités supplémentaires par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Localement, une seule commune perd des établissements (Guermantes : -2,1%). Le dynamisme de la ZI de Lagny profite à la commune qui enregistre la plus forte croissance en valeur avec 82 établissements supplémentaires.

### Evolution du nombre d'établissements par commune entre 2012 et 2013

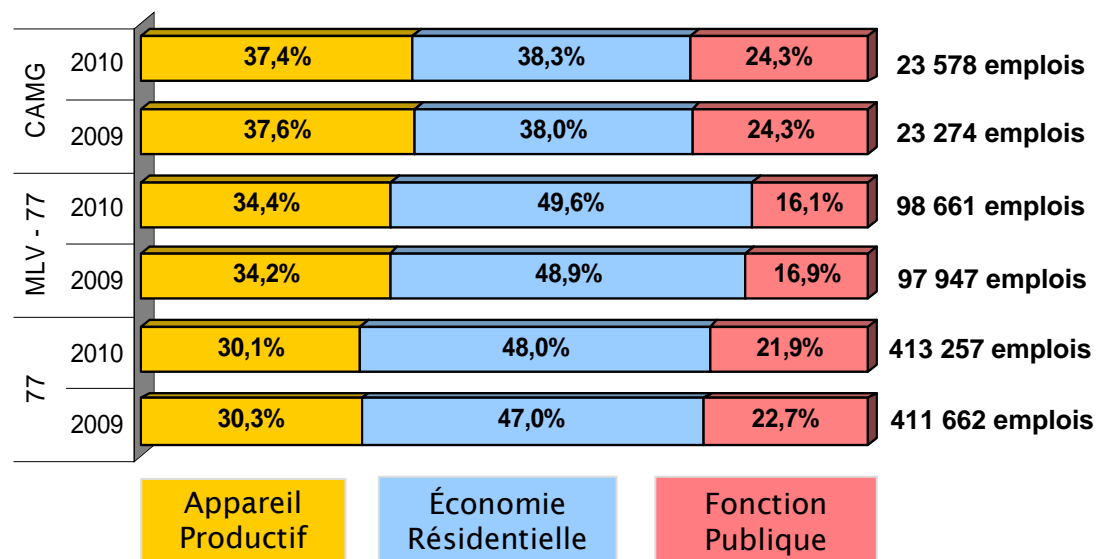
Commune	2012	2013	Evolution 2012- 2013	
			v. absolue	%
Bussy-Saint-Martin	92	103	11	12,0%
Carnetin	47	51	4	8,5%
Chalifert	75	84	9	12,0%
Chanteloup-en-Brie	199	217	18	9,0%
Collégien	383	418	35	9,1%
Conches-sur-Gondoire	108	113	5	4,6%
Dampmart	186	191	5	2,7%
Gouvernes	137	138	1	0,7%
Guermantes	96	94	-2	-2,1%
Jablines	50	57	7	14,0%
Jossigny	90	97	7	7,8%
Lagny-sur-Marne	1 786	1 868	82	4,6%
Lesches	41	42	1	2,4%
Montévrain	563	616	53	9,4%
Pomponne	185	208	23	12,4%
Saint-Thibault-des-Vignes	559	582	23	4,1%
Thorigny-sur-Marne	515	563	48	9,3%
<b>Total</b>	<b>5 112</b>	<b>5 442</b>	<b>330</b>	<b>6,5%</b>

## Évolution du nombre d'établissements sur les communes de la CAMG



# Emploi salarié

## Structure de l'emploi salarié au 31/12/2009 et au 31/12/2010



Source : INSEE, CLAP 2012

### Effectifs salariés au 31/12/2010, hors Agriculture, Défense, et Intérim

**Appareil productif** : industrie, énergie, services aux entreprises, transport de marchandises, commerce de gros et une partie des activités immobilières.

**Économie Résidentielle** : services aux particuliers, construction, éducation (hors fonction publique), santé, action sociale, commerce de détail, activités financières et transport de voyageurs.

## Légère hausse globale mais des dynamiques différentes selon les communes

Au 31/12/2010, on dénombre 23 578 emplois salariés dans la Communauté d'Agglomération. C'est 304 emplois de plus qu'en 2009 (+1%). Contrairement à la période précédente, entre 2009 et 2010, les emplois en plus sont répartis dans les trois sphères économiques. Les emplois productifs et résidentiels ont respectivement gagné 61 et 165 emplois, soit +1% et +2%. Le gain dans la sphère publique est plus mesuré que précédemment, +1% soit 78 emplois.

En valeur, ce sont les communes de Montévrain et Chanteloup-en-brie avec 200 emplois et 112 emplois supplémentaires sur la période qui contribuent le plus à cette croissance et compensent les pertes d'emplois enregistrées dans 6 autres communes.

Comparé au département, le territoire de Marne-et-Gondoire présente toujours une surreprésentation des emplois liés à « l'appareil productif » et à la fonction publique.

## Emploi public et emploi privé

On dénombre sur le territoire :

- 5 738 emplois du secteur public (Source INSEE, Clap 31/12/2010 ; dernières données disponibles).
- 18 453 effectifs salariés du secteur privé au 31/12/2011 hors intérim (source AcoSS 2013).
- 568 effectifs salariés du secteur privé travaillant dans l'intérim au 31/12/2011 (source AcoSS 2013).

# Emplois salariés du secteur privé

## Hausse globale portée par des communes plus dynamiques

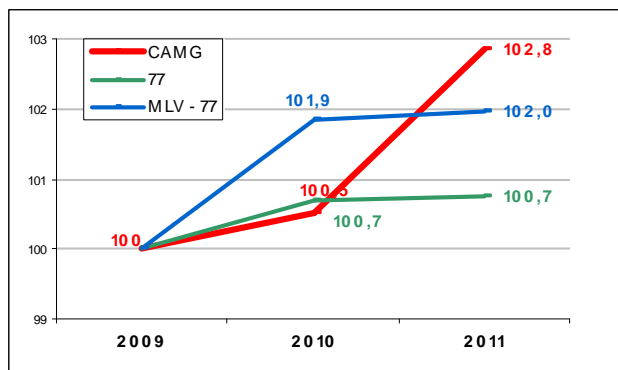
Au 31/12/2011, on dénombre 18 453 effectifs salariés dans le secteur privé, hors intérim. Par rapport à 2010, le nombre de salariés sur le territoire de Marne-et-Gondoire a augmenté de 2,3% (+417 salariés).

Sur la même période, les effectifs salariés des territoires de comparaison ont stagné : +0,07% pour le département, et +0,1% pour le territoire de Marne-la-Vallée en Seine-et-Marne. Entre 2009 et 2011 la CAMG enregistre une hausse de 3% (+511), en Seine-et-Marne et sur le territoire de Marne-la-Vallée la croissance est plus contenue, +1% soit 2 402 salariés pour le département et +2% soit 1 623 salariés pour MLV – 77.

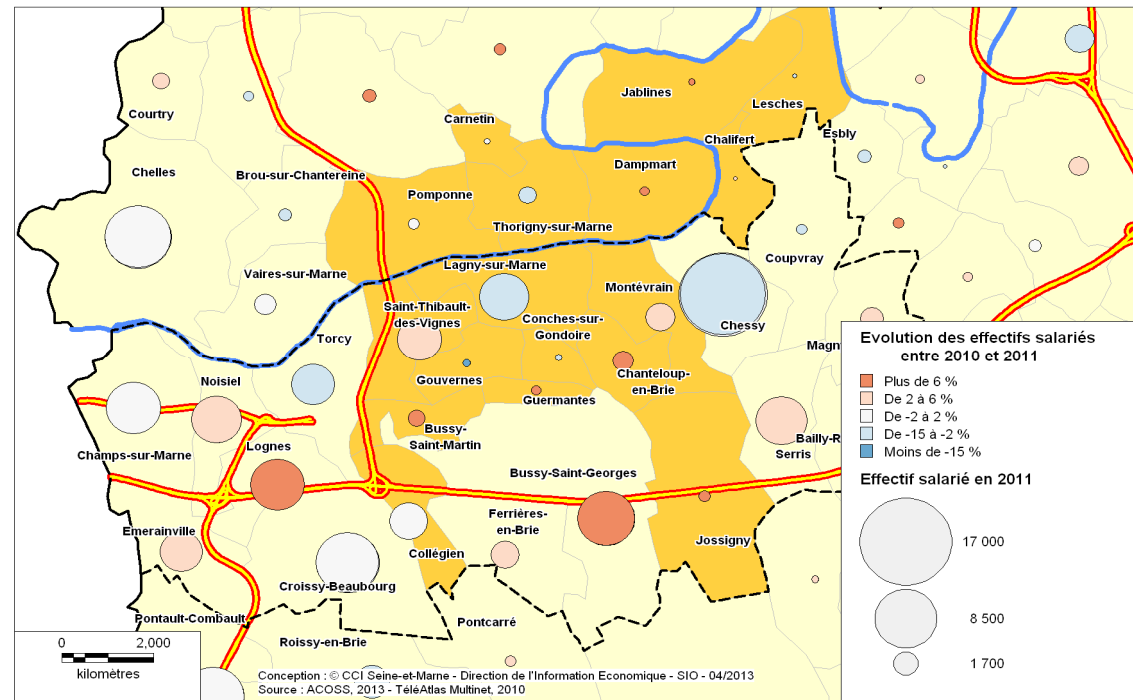
Localement les dynamiques sont différentes selon les communes du territoire, les plus forts reculs, en valeur absolue, sont constatés sur les communes de Lagny-sur-Marne (-76), Thorigny-sur-Marne (-61) ou encore Guermantes (-27).

Ces pertes sont plus que compensées par les hausses des effectifs sur les communes de Saint-Thibault-des-Vignes (+187), Montévrain (+100) et Bussy-Saint-Martin (+73).

## Évolution annuelle des effectifs salariés, base 100 en 2009



## Emplois salariés du secteur privé par commune et évolution en 2011 (hors intérim)



*Emplois salariés du secteur privé (hors intérim) (données Acoss):*

*Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf le champ agricole ainsi que les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Compte tenu de la volatilité et de la fiabilité relative de la donnée « intérim », elle n'est pas intégrée au total.*

Source : ACOSS 2013

# Le tissu économique : spécificités

## Répartition des établissements et des effectifs salariés (hors intérim) du secteur privé par secteur d'activité

Secteur d'activité	Etablissements au 01/01/2013				Effectifs salariés au 31/12/2011			
	CAMG	% CAMG	77%	% MLV - 77	CAMG	% CAMG	% 77	% MLV - 77
Administration, enseignement, santé, action sociale	732	13,5%	14,0%	13,2%	1 225	6,6%	10,3%	4,5%
Agriculture, sylviculture et pêche	54	1,0%	3,7%	0,4%	<i>Nonc ouvert par le champ Acooss</i>			
Commerce de détail	771	14,2%	14,1%	13,1%	2 979	16,1%	14,5%	11,6%
Commerce de gros	387	7,1%	5,4%	8,0%	2 127	11,5%	8,0%	13,0%
Construction	600	11,0%	12,4%	8,3%	1 995	10,8%	9,6%	5,4%
Hébergement et restauration	224	4,1%	4,3%	4,4%	951	5,2%	6,2%	6,2%
Services	2 112	38,8%	36,9%	42,1%	4 399	23,8%	26,3%	40,0%
Industries et Energie	309	5,7%	4,9%	4,4%	3 552	19,2%	14,6%	12,1%
Transports et entreposage	253	4,6%	4,3%	6,2%	1 225	6,6%	10,5%	7,0%
Total	5 442	100,0%	100,0%	100,0%	18 453	100,0%	100,0%	100,0%

\*Voir le détail des services en annexe

Sources : INSEE, Sirene 01/2013 – ACOSS 2013

L'approche des spécificités du territoire implique de s'intéresser aux établissements et aux effectifs salariés. Il n'existe pas de source unique à ce sujet, et leur mise à jour ne s'effectue pas aux mêmes dates. Il est important d'exploiter les dernières données disponibles : la source INSEE - Sirene utilisée pour les établissements date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la source ACOSS prise en compte pour l'étude des effectifs salariés du **secteur privé employeur** est valide au 31/12/2011.

# Le tissu économique : évolutions

## Évolution des établissements et des effectifs salariés (hors intérim) du secteur privé par secteur d'activité

Secteur d'activité	Etablissements au 01/01/2012	Etablissements au 01/01/2013	Evolution des établissements du 01/01/2012 au 01/01/2013			Effectifs salariés au 31/12/2010	Effectifs salariés au 31/12/2011	Evolution des effectifs salariés du 31/12/2010 au 31/12/2011		
	CAMG	CAMG	% CAMG	77%	% MLV - 77	CAMG	CAMG	% CAMG	% 77	% MLV - 77
Administration, enseignement, santé, action sociale	680	732	7,6%	2,5%	5,7%	1 117	1 225	9,7%	1,2%	3,6%
Agriculture, sylviculture et pêche	46	54	17,4%	1,5%	17,6%	Non couvert par le champ Acooss				
Commerce de détail	741	771	4,0%	5,2%	7,4%	2 929	2 979	1,7%	1,5%	2,8%
Commerce de gros	374	387	3,5%	3,8%	4,4%	2 116	2 127	0,5%	2,0%	4,0%
Construction	547	600	9,7%	8,2%	10,9%	1 933	1 995	3,2%	1,2%	4,8%
Hébergement et restauration	203	224	10,3%	4,2%	4,0%	923	951	3,0%	-0,3%	-1,6%
Services	1 973	2 112	7,0%	6,3%	7,6%	4 259	4 399	3,3%	-2,2%	-4,1%
Industries et Energie	298	309	3,7%	2,5%	4,5%	3 558	3 552	-0,2%	-0,7%	3,3%
Transports et entreposage	250	253	1,2%	4,6%	3,8%	1 201	1 225	2,0%	1,6%	5,0%
Total	5 112	5 442	6,5%	5,2%	6,8%	18 036	18 453	2,3%	0,1%	0,1%

\*Voir le détail des services en annexe

Sources : INSEE, Sirene 01/2013 – ACOSS 2013

L'approche des spécificités du territoire implique de s'intéresser aux établissements et aux effectifs salariés. Il n'existe pas de source unique à ce sujet, et leur mise à jour ne s'effectue pas aux mêmes dates. Il est important d'exploiter les dernières données disponibles : la source INSEE - Sirene utilisée pour les établissements date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la source ACOSS prise en compte pour l'étude des effectifs salariés du **secteur privé employeur** est valide au 31/12/2011.

## Croissance des établissements et des effectifs salariés

Le nombre d'établissements progresse dans l'ensemble des secteurs d'activité entre 2012 et 2013. La croissance globale des établissements s'établit à +6,5% contre +6,1% entre 2011 et 2012.

Sur le territoire de Marne-et-Gondoire, les effectifs salariés augmentent de 2,3% en 2011 alors que cette valeur stagne au niveau départemental comme pour le secteur de Marne-la-Vallée 77. Seul le secteur des Industries et Energies voit un léger recul des effectifs salariés (-0,2%), mais cette baisse est plus contenue que précédemment (-1% en 2010, -8% en 2009).

Le secteur agricole affiche un nombre d'établissements en forte croissance sur la CAMG et MLV - 77, il s'agit en grande partie de structures sans salarié.

# Les évolutions des principaux secteurs

## Industrie et énergie : la courbe s'inverse...

En 2011 le secteur affiche une baisse de seulement -0,2% des effectifs salariés après une période de recul important, -8% en 2009, puis -1% en 2010.

Parallèlement le nombre d'établissements est en croissance constante depuis 2011. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 1<sup>er</sup> janvier 2013, on compte 42 établissements supplémentaires sur le territoire. On peut imaginer une évolution positive des effectifs salariés de l'industrie sur 2012.

On retient parmi les mouvements en 2011 puis 2012 les implantations de l'IMPRIMERIE JEAN FORT à Saint-Thibault-des-Vignes (17 salariés), de la société AMCP à Collégien (10 salariés) ou encore de l'entreprise POLISSAGE METAL SERVICES sur la zone du Gué Langlois à Bussy-Saint-Martin. De nombreuses immatriculations concernent des structures aux effectifs salariés très réduits.

## Les secteurs du commerce et de la logistique au point mort

Le commerce de détail comme le commerce de gros affichent de faibles hausses des effectifs salariés, respectivement +1,7% et +0,5% entre 2010 et 2011 contre +2,3% pour l'ensemble des secteurs sur le territoire de la CAMG.

En 2011 dans le commerce de détail, la grande majorité des mouvements concerne des établissements aux effectifs très réduits. On note cependant la création de la société OLENDYS (vente à distance, 25 salariés, Lagny-sur-Marne). Idem en 2012 exceptée la création de PARSYS TELEMEDECINE (Vente d'articles médicaux et orthopédiques, 20 salariés, Saint-Thibault-des-Vignes).

Dans le commerce de gros, on retient en 2011 l'implantation de ALIGN AEROSPACE FRANCE SAS (40 salariés, Collégien), et la création en 2012 de La Société BROUX à Saint-Thibault-des-Vignes (45 salariés).

En lien étroit avec les activités commerciales, le secteur du transport et de l'entrepôt en forte croissance en 2011 (+11% en nombre d'établissements) se révèle peu créateur d'emploi, +2% d'effectifs salariés. En 2012, le nombre d'établissements n'évolue que de 1,2%, on retient l'implantation de ARVATO HEALTHCARE FRANCE (144 salariés à Chanteloup-en-Brie).

## La construction dans une dynamique positive

En 2011, le nombre d'établissements du secteur de la construction a augmenté de 5,6%, les effectifs salariés augmentent également passant de 1 933 à 1 995, soit 3,2% de plus.

Le secteur affiche la seconde plus forte croissance des effectifs derrière celui des services.

On retient par exemple l'implantation en 2011 de la société CIBETANCHE à Bussy-Saint-Martin, zone du Gué Langlois (19 salariés). En 2012 le secteur gagne de nouveau des établissements, +9,7%. La société ROCHEFOLLE L'OISEAU CONSTRUCTION a été transférée sur la commune de Saint-Thibault-des-Vignes (40 salariés), AMP COUVERTURE s'est implantée à Thorigny-sur-Marne (15 salariés),

## Les services et la restauration : secteurs moteurs

Les effectifs salariés du secteur des services sont ceux qui augmentent le plus en 2011, +3,3%, soit 140 salariés supplémentaires.

On note en 2011 le transfert sur la commune de Montévrain de l'entreprise OCE BUSINESS SERVICES (+ de 100 salariés), celui de la société DEKRA INSPECTION (33 salariés) à Saint-Thibault-des-Vignes, ou la création à Chanteloup-en-Brie de WEISSBIOTECH RESEARCH (20 salariés).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, le secteur des services comptent 139 établissements supplémentaires, soit +7% par rapport à 2012.

Le secteur de la restauration et de l'hébergement est également parmi les secteurs en croissance avec +10% d'établissements au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Cette dynamique est en partie portée par le développement de la restauration rapide. Les récentes implantations des enseignes SUBWAY ou PIZZA DEL ARTE sur la zone de Lagny en sont l'illustration.

# Dynamique d'entreprise : créations

## Reprise de la création d'entreprise

Après une baisse importante de -15% entre 2010 et 2011, la création d'entreprise repart à la hausse en 2012, +8,8%. On recense 693 créations, reprises et transferts d'établissements sur le territoire de Marne-et-Gondoire en 2012.

Sur les territoires de comparaison, la croissance de la création d'établissements est nettement plus mesurée, +1,6% sur le département et +2,4% sur MLV - 77.

### Créations - Reprises - Transferts d'établissements et évolution

	2010	2011	2012	Evolution 11/12	
<b>CAMG</b>	753	637	693	56	8,8%
<i>Dt auto-entreprises</i>	455	310	nc	nc	nc
<b>77</b>	13 530	12 090	12 287	197	1,6%
<i>Dt auto-entreprises</i>	7 832	6 088	nc	nc	nc
<b>MLV - 77</b>	2 269	2 044	2 094	50	2,4%
<i>Dt auto-entreprises</i>	1 258	979	nc	nc	nc

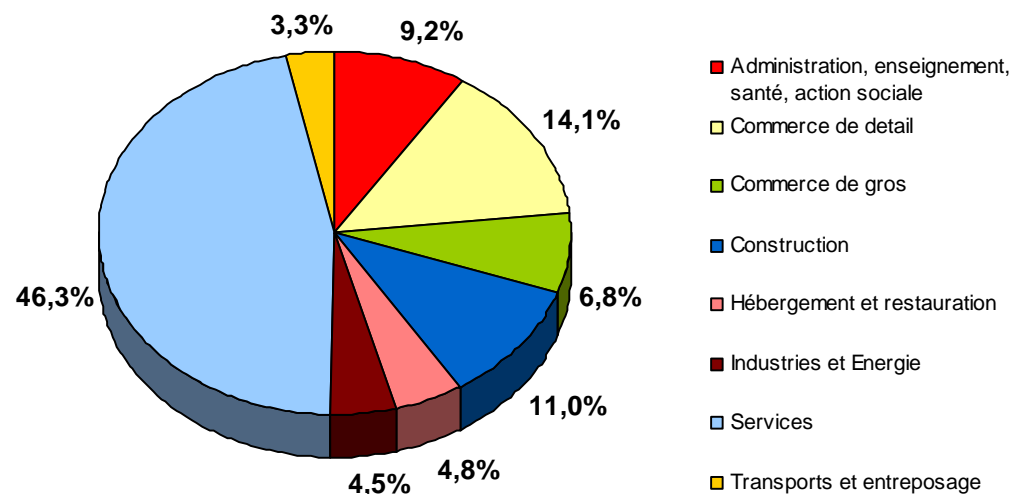
## Recul de l'auto-entreprise

Comme observé précédemment sur l'évolution du nombre d'établissements, la part des auto-entreprises parmi les établissements créés diminue depuis 2011.

Si la donnée précise reste pour le moment inconnue, cette évolution à la baisse devrait s'accélérer sur 2012 puis 2013 avec les modifications récentes apportées à ce statut.

## En tête, les secteurs des services et du commerce de détail

La répartition par secteurs d'activité du nombre de créations, reprises et transferts d'établissements n'évolue qu'à la marge comparée aux années précédentes. Le secteur des services, 46% des créations, reprises et transferts, domine encore plus que les années précédentes. Suit le commerce de détail en légère baisse avec 14% des créations contre 15% en 2011 et 16% en 2010.



Comme pour les années précédentes, près de 93% des créations se font sans salarié, le recul de l'auto-entreprise n'affecte pas cette donnée.

Source : INSEE, REE. Etablissements du champ marchand non agricole (voir définitions)

# Dynamique d'entreprise : disparitions

## Augmentation des disparitions

En 2012, ce sont 566 établissements du champ marchand (hors agriculture) qui ont cessé leur activité ou ont été transférés hors de Marne-et-Gondoire, contre 523 en 2011, soit près de 14 disparitions pour 100 entreprises existantes en début d'année.

Le nombre de disparitions a ainsi progressé de 8% par rapport à 2011, soit 43 établissements radiés de plus. Après une hausse importante du nombre d'auto-entreprises parmi les disparitions entre 2010 et 2011, le phénomène se confirme en 2012. Cette forte croissance s'explique notamment par un changement de réglementation survenu en 2011, imposant une radiation d'office des auto-entreprises en cas de chiffres d'affaires nul sur 24 mois ou 8 trimestres consécutifs.

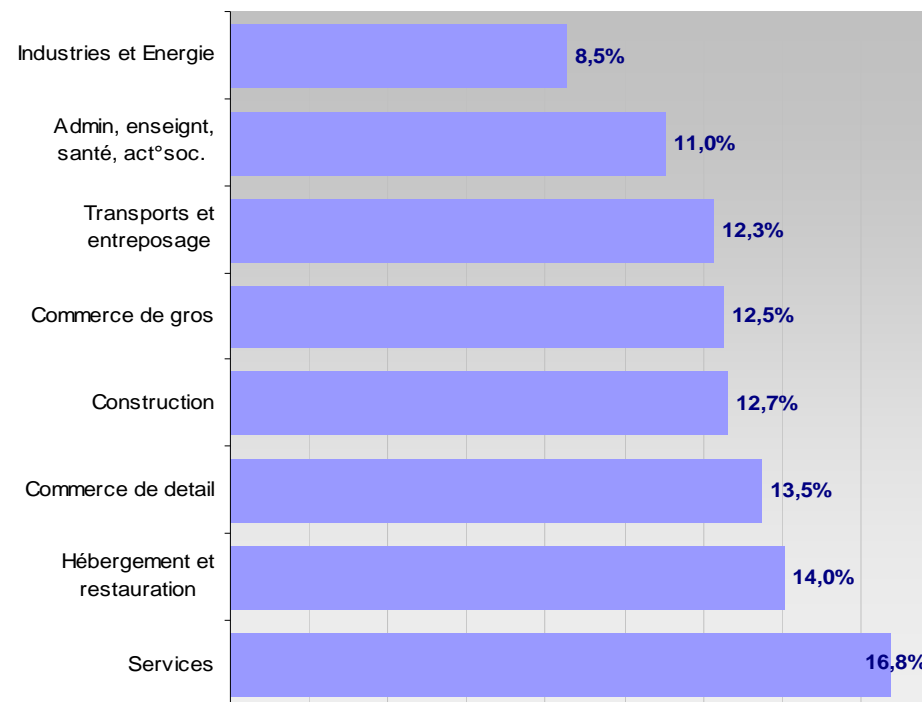
## Evolution du nombre de disparitions en CAMG

	2010	2011	2012
Disparitions	446	523	566
Ets au 1er janvier	3 835	3 987	4 097
Taux de disparition	11,6%	13,1%	13,8%

*Note méthodologique : les statistiques sur les disparitions d'entreprises sont mouvantes, car ces disparitions ne sont pas nécessairement connues le jour où elles surviennent. Ainsi, le chiffre d'une année peut être révisé l'année suivante. Pour certains établissements, il peut également s'agir d'une mise en sommeil. - Données 2012 provisoires.*

Source : INSEE, Fichier Sirene - Champ marchand non agricole

## Des secteurs d'activité plus résistants (nombre et taux de disparition pour 100 établissements en 2012, par secteur)



Le secteur des services, où les créations d'établissements sont les plus nombreuses, est également le secteur qui connaît le plus fort taux de disparition : 16,8%.

# Dynamique d'entreprise : synthèse

Source : INSEE, Fichier Sirene - Champ marchand non agricole, REE. Etablissements du champ marchand non agricole (voir définitions)

<b>A</b>	<b>Créations, reprises et transferts d'établissements</b>	<b>693</b>
<b>B</b>	<b>Disparitions d'établissements (cessations, liquidations, transferts)</b>	<b>566</b>
	<b>Solde A - B</b>	<b>+ 127</b>

## Rappels :

- Pour 10 établissements qui ont disparu ou quitté le territoire en 2012, plus de 12 établissements ont été créés ou transférés à Marne-et-Gondoire (idem en 2011 et plus de 16 en 2010).
- Le nombre total d'établissements (privés, publics, etc.) sur le territoire est passé de 5 112 à 5 442 entre janvier 2012 et janvier 2013, soit une hausse de 330 unités (+295 entre 2011 et 2012).

# Migrations Domicile-Travail

Sources : INSEE, Recensement 2009

## Sorties : Lieu de travail des actifs occupés qui résident à Marne-et-Gondoire

Près de 32 000 actifs ayant un emploi résident à Marne-et-Gondoire et travaillent :

Lieu de travail	Nb migrations	% du total
Marne-et-Gondoire	9 142	28,7%
Ailleurs à Marne-la-Vallée 77	3 428	10,7%
Dép. 93 ou 94	5 299	16,6%
Paris ou 92	6 601	20,7%
Ailleurs en Seine-et-Marne	5 392	16,9%
Dép. 78,91 ou 95 (Grande Couronne)	1 715	5,4%
Province	331	1,0%
<b>Total</b>	<b>31 908</b>	<b>100,0%</b>

3 actifs sur 10 habitent et travaillent sur le territoire de Marne-et-Gondoire. Au total, près d'un actif sur 2 travaille au sein de la CAMG, dans une commune limitrophe ou à Marne-la-Vallée.

Toutefois, 20% des actifs se rendent quotidiennement à Paris ou dans les Hauts-de-Seine (notamment la Défense) pour y travailler. Ce constat est accentué en ce qui concerne les cadres du territoire : 27% d'entre eux s'y rendent et seulement 18% restent travailler sur le territoire de la CAMG.

## Entrées : Lieu de résidence des actifs occupés qui travaillent à Marne-et-Gondoire

Plus de 35 000 emplois sur le territoire de Marne-et-Gondoire, occupés par des actifs résidant à :

Lieu de résidence	Nb migrations	% du total
Marne-et-Gondoire	9 142	38,2%
Ailleurs à Marne-la-Vallée - 77	550	2,3%
Dép. 93 ou 94	2 322	9,7%
Paris et 92	659	2,8%
Ailleurs en Seine-et-Marne	10 129	42,3%
Dép. 78, 91 ou 95 (Grande Couronne)	438	1,8%
Province	699	2,9%
<b>Total</b>	<b>23 938</b>	<b>100,0%</b>

Les emplois proposés sur le territoire de Marne-et-Gondoire sont avant tout occupés par des actifs qui y habitent, à hauteur de 38,2%. Le territoire de la CAMG attire largement des travailleurs seine-et-marnais : ils occupent près de 83% des emplois.

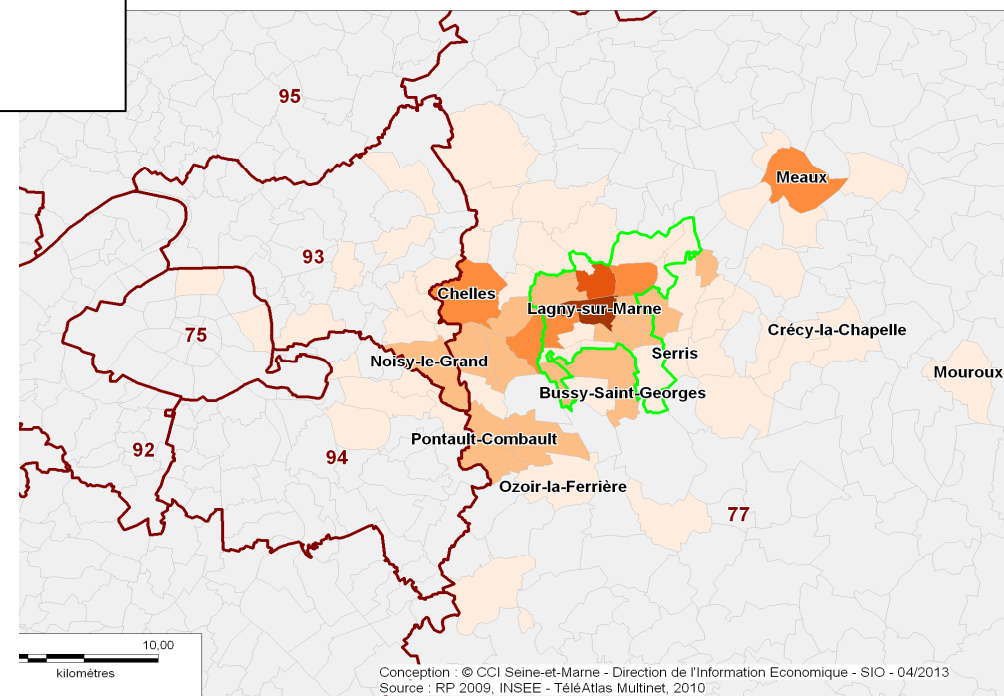
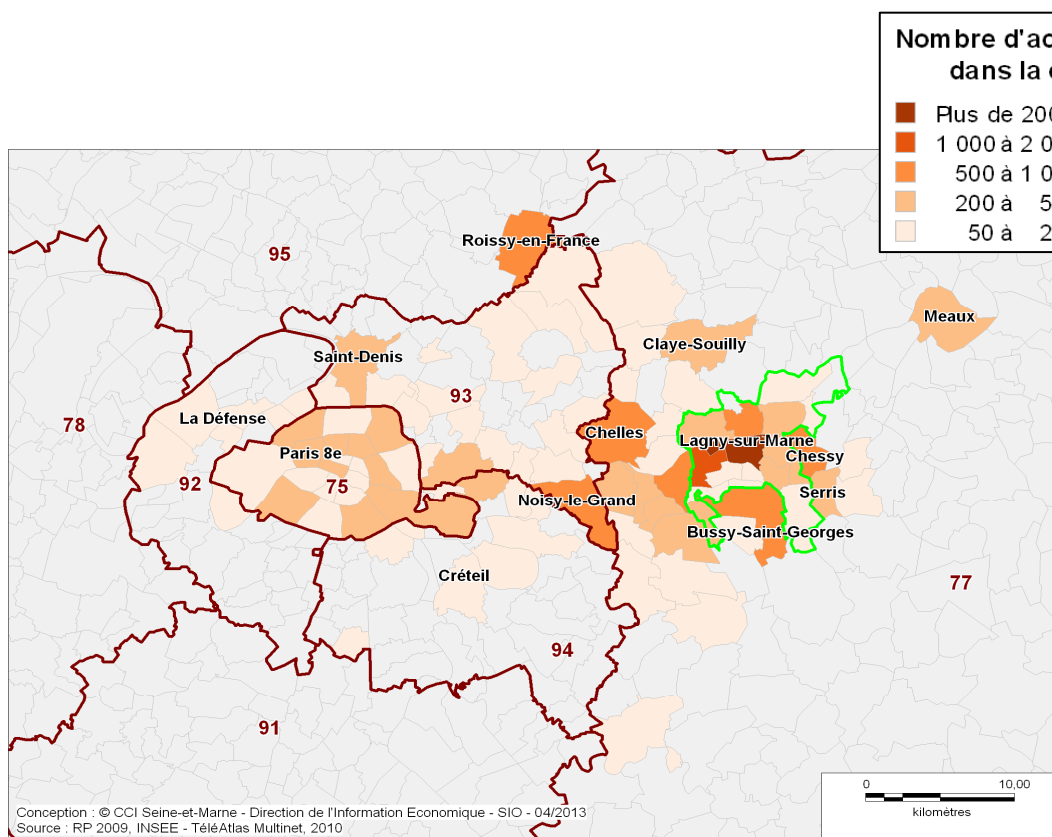
Comme à l'échelle du département, le trajet domicile/travail s'effectue principalement en voiture : 73% des personnes travaillant sur le territoire y ont recours, 14% utilisent les transports en commun.

*Note méthodologique : ces données sont issues de l'exploitation complémentaire du recensement, obtenue par sondage, et dont les chiffres peuvent légèrement différer de l'exploitation principale. Fiables sur des échantillons assez grands, elles sont toutefois à manipuler avec précaution.*

# Migrations Domicile-Travail - Cartes

Lieu de travail des actifs occupés qui résident à Marne-et-Gondoire

Lieu de résidence des actifs occupés qui travaillent à Marne-et-Gondoire



# Demande d'emploi : évolution globale

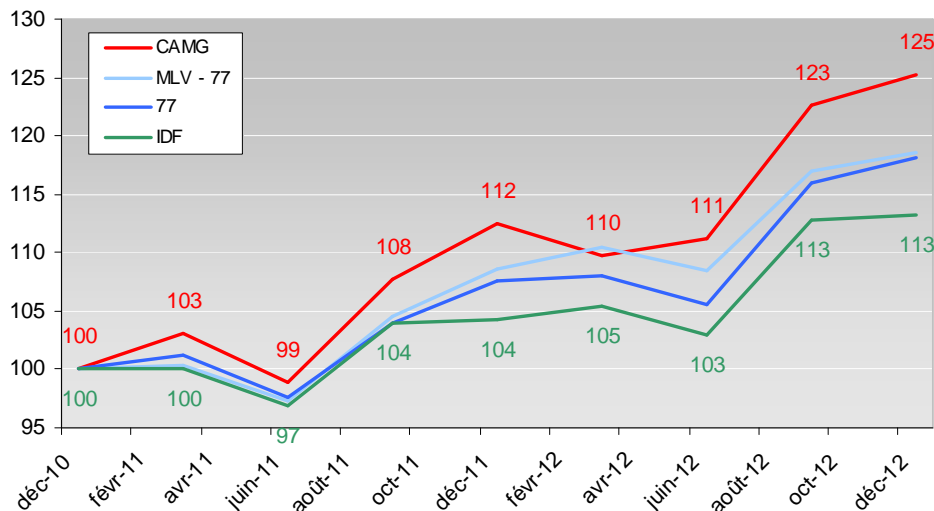
## La hausse du chômage s'accroît sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2012

La CAMG compte 2 658 demandeurs d'emploi de catégorie A au 31/12/12.

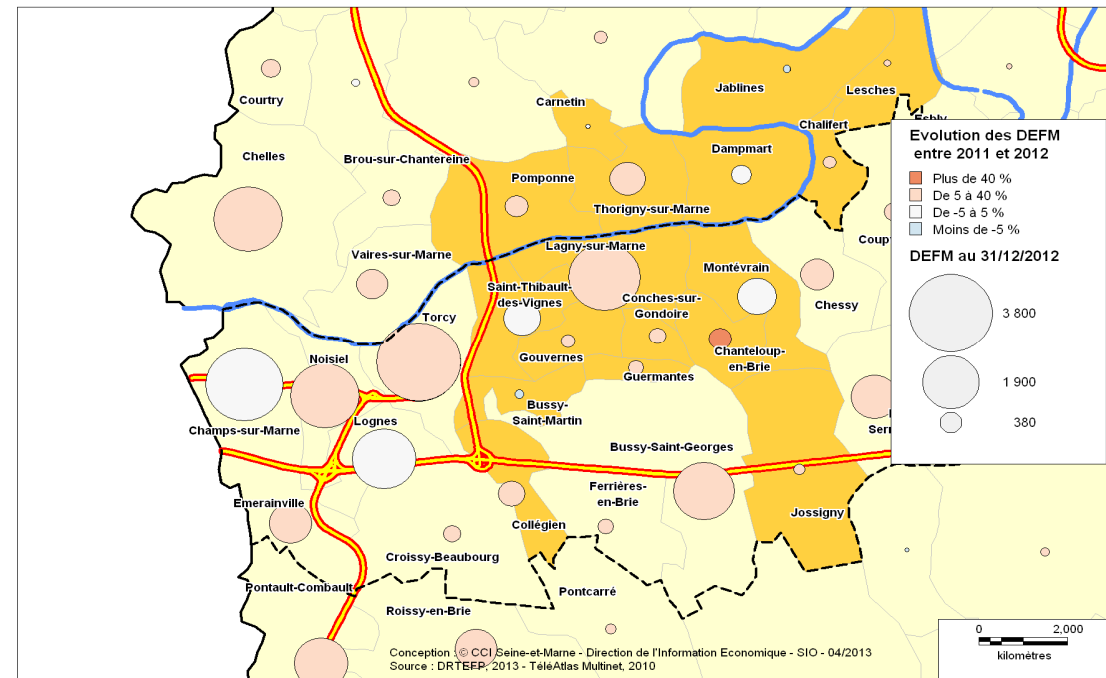
Après une légère baisse au printemps 2012, le nombre de demandeurs d'emploi a entamé une forte croissance continue depuis le mois de juin 2012.

La courbe du territoire de Marne-et-Gondoire suit la même tendance qu'au niveau départemental ou régional, mais les hausses successives sont plus accentuées localement : +25% de demandeurs d'emploi sur l'ensemble de la période. 18% pour la Seine-et-Marne et 13% pour l'ensemble de l'Île-de-France.

### Evolution trimestrielle de la DEFM de catégorie A base 100 en décembre 2010



## Demandeurs d'emploi de catégorie A\*



*DEFM de catégorie A : depuis 2009, la nomenclature relative aux demandeurs d'emploi a changé. Les données présentées ici concernent la catégorie A, à savoir les demandeurs d'emploi tenus d'effectuer une recherche d'emploi et qui n'ont pas travaillé du tout au cours du mois écoulé.*

Source : DRTEFP, 2013

# Demande d'emploi selon le public

## Les cadres et les inscrits de longue durée catégories les plus touchées par le chômage

Sur le territoire de Marne-et-Gondoire comme dans les territoires de comparaison, la forte augmentation du chômage sur l'année 2012, +11,4%, impacte l'ensemble des catégories de demandeurs d'emploi.

Localement, ce sont les cadres qui sont les plus sévèrement touchés avec une augmentation de 20,7%, soit 61 DEFM supplémentaires, contre +11,9% et +10,5% pour MLV - 77 et le département. Cet écart est notamment dû à la plus forte concentration de cadres sur le territoire de la CAMG.

Les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis plus de 2 ans) sont parmi les plus affectés sur Marne-et-Gondoire comme ailleurs : +18,1% sur CAMG, +29,4% sur MLV - 77 et +21,3% pour le département.

Le chômage augmente fortement aussi pour les demandeurs d'emploi peu qualifiés (niveau Vbis et VI), +16,8%. Cette catégorie est moins impactée sur les autres territoires avec une augmentation de 6,2% sur MLV - 77 et +9,4% en Seine-et-Marne.

En revanche le nombre demandeurs de moins de 25 ans a moins augmenté sur le territoire de la CAMG, +3,7%, contre respectivement +7,5% et +10,2% pour MLV - 77 et le département.

## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi, par public entre 12/2011 et 12/2012

Types de demandeurs	Effectifs CAMG au 31/12/2012	Evolution 2011/2012 (%) - CAMG	Evolution 2011/2012 (%) - MLV-77	Evolution 2011/2012 (%) Seine-et-Marne
Moins de 25 ans	368	3,7%	7,5%	10,2%
TAM	176	8,6%	8,7%	13,1%
Niv. V	801	9,0%	10,1%	8,1%
Femmes	1 295	11,2%	9,7%	8,9%
Employés	1 733	11,2%	8,9%	9,5%
Catégorie A	2 658	11,4%	9,2%	9,8%
Ouvriers	354	11,7%	12,2%	13,2%
25-49 ans	1 706	12,2%	7,8%	8,2%
Hommes	1 363	12,4%	8,6%	11,1%
Niv. IV et plus	1 408	13,1%	10,1%	12,0%
+ de 50 ans	559	13,2%	14,8%	15,4%
durée de 1 à 2 ans	817	13,3%	17,0%	16,9%
Niv. Vbis-VI	431	16,8%	6,2%	9,4%
+ de 2 ans	340	18,1%	29,4%	21,3%
Cadres	356	20,7%	11,5%	10,5%

Du plus favorable au moins favorable

• Niveau de formation V bis et VI : sans qualification, Niveau V : CAP-BEP, Niveau IV et plus : Baccalauréat et au-delà.

• TAM : Techniciens ; Agents de Maîtrise

# Immobilier d'entreprise

## Des transactions de locaux en forte hausse

Le nombre de transactions augmente largement en 2012, 65 contre 39 en 2011 (locaux et terrains confondus). Cette dynamique est principalement portée par le marché des locaux existants, 60 transactions pour une surface totale de 62 391 m<sup>2</sup>.

Type	2011		2012	
	Nombre	Surface	Nombre	Surface
Locaux - nouvelles ZAE	-	-	18	29 473
Locaux - anciennes ZAE	31	16 333	42	32 918
<b>Locaux</b>	<b>31</b>	<b>16 333</b>	<b>60</b>	<b>62 391</b>
Terrains - nouvelles ZAE	1	90 110	3	14 992
Terrains - anciennes ZAE	7	12 279	2	52 412
<b>Terrains</b>	<b>8</b>	<b>102 389</b>	<b>5</b>	<b>67 404</b>

ZAE	Transactions 2012 - Surface des locaux (m <sup>2</sup> )	Transactions 2012 - Nb locaux	Moins de 500 m <sup>2</sup>	500 à 999 m <sup>2</sup>	1000 à 1999 m <sup>2</sup>	2000 m <sup>2</sup> et plus
ZAE DE LA COURTILLIERE	3 312	5	3	1	1	
ZAE DES GASSETS	520	2	2			
ZAE DES PORTES DE LA FORET	7 673	10	5	2	3	
ZAE DE LAMIRAUT	2 940	1				1
ZAE DES VALLIERES	1 500	3	2		1	
ZAE DU CLOS DU CHENE	20 400	1				1
ZAE DU GUE LANGLOIS	5 613	14	10	2	2	
ZAE ESPLANADE	4 291	6	4		1	1
ZI LAGNY	10 812	16	8	4	4	
ZI TORCY	4 000	1				1
<b>Ensemble</b>	<b>62 391</b>	<b>60</b>	<b>34</b>	<b>9</b>	<b>13</b>	<b>4</b>

La plus importante transaction en terme de surface correspond à l'implantation de l'entreprise ARVATO HEALTHCARE FRANCE dans des locaux de 20 400 m<sup>2</sup> sur la ZAE du Clos-du-Chêne à Chanteloup-en-Brie. Les ZI de Lagny et du Gué Langlois concentrent la moitié des transactions de locaux sur la période.

La vente de terrains marque une baisse significative ; celle-ci s'explique en partie par la mise en place de nouvelles taxes liées au financement du Grand Paris et au comportement de plus en plus exigeant des banques.

## Des disponibilités immobilières en légère baisse

Si les surfaces disponibles en ce début d'année 2013 sont en recul par rapport à la période précédente, les disponibilités immobilières restent à un niveau relativement élevé de 45 314 m<sup>2</sup>.

## Surfaces disponibles en zone d'activité depuis 2007 (en m<sup>2</sup>)

Zone d'Activité Economique	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ZAE de La Courtilliere	1 806	2 742	3 842	4 860	4 652	2 174	3 812
ZAE des Cerisiers	2 880	4 033	4 183	775	722	200	603
ZAE des Gassets	380	340	1 240	2 522	1 362	3 127	2 672
ZAE des Portes de la Forêt	5 523	3 518	1 516	2 680	4 771	6 659	3 828
ZAE des Vallieres	400	495	168	331	168	168	168
ZAE du Gué Langlois			199	199	1 034	915	734
ZAE de l'Esplanade	15 883	3 160	10 716	12 489	11 532	10 479	12 146
ZAE dite "ZI de Lagny"	2 343	4 520	6 824	12 344	13 858	23 806	21 351
ZAE dite "PA de Lagny"	170						
ZAE dite "ZI de Bussy-Saint-Martin"		2 675	2 675			2 827	
<b>Total</b>	<b>29 385</b>	<b>21 483</b>	<b>31 363</b>	<b>36 200</b>	<b>38 099</b>	<b>50 355</b>	<b>45 314</b>

Trois zones voient leurs surfaces disponibles augmenter en 2013 par rapport à 2012 : la ZAE de la Courtillière et la ZAE de l'Esplanade à Saint-Thibault-des-Vignes, la ZAE des Cerisiers à Thorigny.

La zone offrant le plus de surfaces disponibles est à la fois la plus étendue et la plus ancienne des zones de la Communauté d'Agglomération : la ZI de Lagny totalise 21 351 m<sup>2</sup> de surfaces disponibles.

La vétusté des bâtiments explique en partie ce constat.

Les données présentées ne prennent pas en compte la commune de Montévrain intégrée à la Communauté d'Agglomération depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

# Les projets de développement économique

## La requalification de la ZI de Lagny-sur-Marne et de la ZAE de la Courtillière à Saint-Thibault-des-Vignes (130 ha, 300 entreprises, 4000 emplois)

### Programmé sur 5 ans ce projet porte sur :

- La remise en état du réseau d'assainissement
- Le réaménagement des voiries selon un plan de déplacement visant à assurer une desserte optimale pour tous les modes de transport
- La remise aux normes du réseau d'éclairage
- La mise en place d'une nouvelle signalétique
- La desserte en haut débit
- La mise en place d'un management environnemental

### Le planning :

- 2011 : réfection de la berge Archimède
- 2012 : réfection du réseau d'assainissement
- 2013 : définition du programme des travaux des espaces publics (voiries, liaisons douces, mobilier urbain, réseau d'éclairage public, signalétique, desserte haut débit)
- 2014 / 2015 / 2016 : réalisation des travaux

Ce projet a reçu l'appui du Conseil-Général et s'inscrit dans une approche de développement et de gestion durable.



## La mise en place d'un mobilier signalétique spécifique aux ZAE

### La pose a déjà été réalisée sur les ZAE :

- des Portes de la Forêt à Collégien,
- des Vallières et des Cerisiers à Thorigny-sur-Marne,
- du Gué Langlois à Bussy-Saint-Martin.

### Prochaines ZAE planifiées:

- 2013 : ZAE de l'Esplanade à Saint-Thibault-des-Vignes / ZAE Ste Geneviève à Jossigny,
- 2014 / 2015 : ZAE des Gassets à Chanteloup-en-Brie / ZAE industrielle de Lagny-sur-Marne / ZAE de la Courtillière à Saint-Thibault-des-Vignes.



## Les zones d'activités en cours de commercialisation

- ZAE du Clos-du-Chêne à Chanteloup-en-Brie (lots de 6000 m<sup>2</sup> à 3 ha)
- ZAE des Gassets à Chanteloup-en-Brie (lots de 1000 à 4000 m<sup>2</sup>)
- ZAE de la Charbonnière à Montévrain (lots de 2500 m<sup>2</sup> à 1,5 ha)
- ZAE de Lamirault à Collégien (lots de 3000 m<sup>2</sup> à 3 ha)
- ZAE du Prés-du-Chêne à Jossigny (lots de 2,5 ha)

# Annexe : composition du secteur des « services »

## **Services spécialisés et techniques**

- Édition
- Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale
- Programmation et diffusion
- Télécommunications
- Programmation, conseil et autres activités informatiques
- Services d'information
- Activités juridiques et comptables
- Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion
- Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques
- Recherche-développement scientifique
- Publicité et études de marché
- Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques
- Activités vétérinaires

## **Activités financières et immobilières**

- Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
- Assurances
- Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
- Activités immobilières

## **Services administratifs et de soutien**

- Activités de location et location-bail
- Activités liées à l'emploi
- Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes
- Enquêtes et sécurité
- Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager
- Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises

## **Arts, spectacles, autres services**

- Activités créatives, artistiques et de spectacle
- Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles
- Organisation de jeux de hasard et d'argent
- Activités sportives, récréatives et de loisirs
- Activités des organisations associatives
- Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques
- Autres services personnels
- Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique
- Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre
- Activités des organisations et organismes extraterritoriaux

# Annexe : Données détaillées par commune

Commune	Population municipale 2010	Emplois salariés 2010	Demandeurs d'emploi* au 31/12/2012
Bussy-Saint-Martin	724	685	17
Carnetin	473	103	8
Chalifert	1 212	60	48
Chanteloup-en-Brie	2 121	1 065	92
Collégien	3 145	3 274	134
Conches-sur-Gondoire	1 740	195	51
Dampmart	3 158	197	115
Gouvernes	1 113	154	35
Germantès	1 243	228	44
Jablins	639	112	18
Jossigny	629	328	24
Lagny-sur-Marne	20 236	9 002	912
Lesches	708	82	16
Montévrain	8 675	2 099	406
Pomponne	3 364	570	144
Saint-Thibault-des-Vignes	6 300	4 190	253
Thorigny-sur-Marne	9 220	1 234	341
<b>Total</b>	<b>64 700</b>	<b>23 578</b>	<b>2 658</b>

\* Demandeurs d'emploi de catégorie A

Sources : - Population : INSEE, RP 2010

- Emploi salarié, INSEE, CLAP 2012

- Demandeurs d'emploi : DRTEFP 2013